

INTERNATIONAL

etranger.union@sonapresse.com

Brèves
L'AFRIQUE SUBSAHARIENNE DEVRAIT ENTRER EN RÉCESSION EN 2020

L'Afrique subsaharienne devrait entrer en récession en 2020, à cause de la pandémie de nouveau coronavirus, une première en plus d'un quart de siècle, a prévenu hier la Banque mondiale. La pandémie de Covid-19 "a un impact considérable sur la croissance en Afrique subsaharienne, qui, selon les prévisions, devrait chuter brutalement de +2,4% en 2019 à une fourchette comprise entre -2,1 et -5,1% en 2020, la première récession dans la région depuis plus de vingt-cinq ans", selon un communiqué de la Banque mondiale.

SANS JOHNSON, LE GOUVERNEMENT DISCUTE D'UN PROLONGEMENT DU CONFINEMENT

Le gouvernement britannique s'est penché hier sur une probable prolongation du confinement, sans le Premier ministre Boris Johnson, qui se bat en soins intensifs contre le Covid-19 mais dont l'état "continue de s'améliorer".

L'hospitalisation du dirigeant de 55 ans prive le cabinet gouvernemental de leader fort au moment où le Royaume-Uni s'enfonce dans la crise du nouveau coronavirus, avec des bilans quotidiens parmi les plus élevés en Europe. Elle intervient aussi au moment où doit expirer, lundi, les trois semaines initiales de confinement décrétées pour freiner la pandémie, au prix économique et social considérable.

Omar el-Béchir : l'heure de rendre des comptes

Jonas OSSOMBEY (sources : AFP)
Libreville/Gabon

LES qualificatifs ne manquent pas pour décrire celui qui a été pendant près de 30 ans l'homme fort du Soudan, Omar El Béchir. Putschiste, autocrate corrompu, criminel recherché. Un an après sa destitution et son emprisonnement, l'ex-président soudanais a encore des comptes à rendre pour ses années de règne autoritaire.

Le président déchu de 76 ans, aujourd'hui détenu à la prison de Kober à Khartoum où il enfermait ses opposants, avait écrasé impitoyablement toute contestation après son accession au pouvoir en 1989 par un coup d'Etat. Célèbre pour les pas de danse qu'il n'hésitait pas à entreprendre en public, l'homme n'a jamais manqué d'assurance, assumant chacune de ses postures politiques.

Quelques jours seulement avant d'être destitué le 11 avril 2019 par l'armée sous la pression de la rue, Omar el-Béchir haranguait encore la foule, en tenue safari et faisant tourner sa canne au dessus de sa tête. Ce n'est qu'après quatre mois de manifestations de rue que la contestation aura raison de lui, l'empêchant de briguer un nouveau mandat en 2020 après avoir été élu deux fois président, en 2010 et



Le président déchu du Soudan, Omar el-Béchir.

2015, dans des scrutins boycottés par l'opposition.

Pendant une décennie, il aura nargué l'opinion internationale en paradant lors de visites à l'étranger malgré un mandat d'arrêt de la Cour pénale internationale (CPI) de 2009 pour "crimes de guerre", "crimes contre l'humanité" au Darfour, et un autre de 2010 pour "génocide". Dans le conflit du Darfour à partir de 2003, les milices arabes pro-régime Janjawid avaient terrorisé la population de la province occidentale. Bilan selon l'ONU : 300 000 morts et 2,5 millions de

déplacés.

Le Conseil souverain soudanais, constitué en août 2019 pour superviser la transition politique, a affirmé en février qu'il serait remis à la CPI sans donner de date. Mais c'est une affaire de corruption, pour des fonds perçus auprès du prince héritier d'Arabie saoudite Mohammed ben Salmane, qui lui a valu sa première condamnation en décembre à Khartoum à deux ans de détention dans un centre correctionnel pour personnes âgées. Cette peine a été confirmée en appel. Il est aussi poursuivi par la justice

soudanaise pour sa responsabilité dans le coup d'Etat de 1989 par lequel il a pris le pouvoir.

Crâne dégarni, large moustache et silhouette enrobée, Omar Hassan Ahmad el-Béchir, a deux femmes mais pas d'enfant. Il est né dans la petite ville d'Hosh Bannaga, à près de 200 km au nord de Khartoum. Issu d'une famille pauvre, il appartient à la tribu des Al-Bedairyya Al-Dahmashyya, l'une des plus puissantes du pays. Formé à l'académie militaire en Egypte, il participe en 1973 à la guerre contre Israël aux côtés de l'armée égyptienne.

Apogée et déclin

J.O. (sources : AFP)
Libreville/Gabon

ENTOURÉ d'un groupe d'officiers, il renverse en 1989 le gouvernement démocratiquement élu de Sadek al-Mahdi et dirige le pays avec l'appui du Front islamique national, le parti de son mentor Hassan al-Tourabi. Sous l'influence de ce dernier, il oriente le Soudan – pays morcelé en une pléthore de tribus et alors divisé entre le Nord majoritairement musulman et le Sud peuplé de chrétiens ou animistes – vers l'islam radical.

Khartoum devient la plaque tournante de l'internationale islamiste, accueillant notamment Oussama ben Laden, avant de l'expulser en 1996 sous la pression des Etats-Unis. Puis, à la fin des années 1990, M. Béchir tourne le dos à l'islamisme radical pour améliorer ses relations avec ses adversaires et voisins. En 2005, en plein conflit au Darfour, il signe l'accord de paix avec les rebelles du Sud qui ouvre la voie à un partage du pouvoir et à un référendum sur l'indépendance de cette région. Celle-ci deviendra en 2011 le Soudan du Sud. Les réserves pétrolières

étant concentrées dans le sud, Omar el-Béchir perd un atout de poids, et entame son déclin alors que le pays s'enfonce dans une grave crise économique. Longtemps allié de l'Iran, qui l'a aidé à mettre en place son appareil sécuritaire, Béchir tente un dernier pari en rejoignant le camp du grand rival régional, l'Arabie saoudite, jugée meilleure alliée après les révoltes arabes de 2011. "Béchir a toujours lutté pour survivre à travers les conflagrations du monde arabe", résume Marc Lavergne, directeur de recherches au CNRS.



Le défunt Hassan Tourabi, le mentor devenu opposant.